Éditorial

En 2009 était publié le dernier numéro de *Lusotopie*, revue de sciences humaines et sociales sur le politique dans les espaces issus de l'histoire et de la colonisation portugaises, lancée en 1994 par Michel Cahen, Christian Geffrey et Christine Messiant. Elle revient en 2018 avec de nouveaux conseils de rédaction, éditorial, scientifique, un premier numéro sur les destitutions présidentielles au Brésil, et après la mise à disposition en *Open Access* de ses anciens numéros (1994-2004) sur le site Persée.org.

L'ambition initiale des fondateurs, qui est reprise dès ce numéro de 2018, était celle de créer un lieu d'expression pluridisciplinaire, multilingue et international, pour les chercheurs de sciences humaines et sociales qui travaillent sur des espaces dits « lusophones ». Se positionnant explicitement en dehors des réseaux universitaires bien établis des études littéraires classiques et linguistiques de portugais, la revue mettait au cœur de son projet les sciences humaines et sociales, pour analyser les dimensions politiques et contemporaines des sociétés issues de la colonisation portugaise – le Portugal y compris. Elle voulait ainsi contribuer au rassemblement des sciences humaines et sociales de ces sociétés, et pallier l'éclatement et le cloisonnement des analyses historiques, sociologiques ou politiques dans des aires culturelles englobantes. *Lusotopie* a ainsi rendu possibles des croisements entre des approches généralistes, toujours fondées sur des terrains de recherche, et des études régionales (Amérique, Afrique, Asie, Europe), permettant aujourd'hui d'interroger l'existence d'un espace global contemporain produit d'une histoire, celle de la colonisation portugaise, constitué d'États, de communautés locales, nationales et transnationales, de circulations et connexions multiples.

Le projet était original dans le paysage académique, et il le reste, mais c'était moins un projet qu'un pari scientifique, intellectuel et, par certains aspects, politique. Un pari donc à plusieurs facettes. Les volontés de dépasser les hégémonies et cloisonnements disciplinaires, de rompre l'isolement linguistique de domaines réservés, de repenser les habitudes contraintes par des aires culturelles prédéfinies, d'ouvrir les horizons disciplinaires n'allaient sans doute pas empêcher de tomber de nouveau dans le piège d'une aire culturelle « luso » qui serait aussi artificielle et handicapante que les autres, mais elles ouvraient les portes d'un laboratoire de sciences sociales à l'échelle mondiale. En histoire, le projet de *Lusotopie* venait dynamiser l'étude du contemporain et éclairer le

temps présent ou le passé proche (guerres anticoloniales, étatisation, conflits, transitions démocratiques, etc.) par la comparaison des espaces africains, européens, asiatiques et sud-américains. La science politique, traditionnellement attachée à l'échelle nationale, pouvait elle aussi pratiquer la comparaison, en examinant les processus complexes de démocratisation, de mobilisations sociales et de structuration des champs politiques. L'anthropologie et l'ethnologie, qui divisaient encore au milieu du *xxe* siècle terrains lointains et sociétés du proche, ne dialoguaient pas nécessairement, et la globalisation – économique, religieuse, culturelle qui a poussé le structuralisme par la fenêtre – n'était pas encore entrée dans les préoccupations des anthropologues.

Depuis 1994, si les destins de ces disciplines, parmi d'autres qui ont voix dans la revue, ont certes suivi leurs chemins institutionnels, si l'histoire globale et les multiples *studies* ont sans doute modifié la structuration des savoirs, si la provincialisation des centres du nord est devenue un leitmotiv académique, *Lusotopie* se lance toujours le défi de penser les mondes dits « lusophones » par-delà les frontières disciplinaires et géographiques, mais également les limites linguistiques et les barrières politiques. L'horizon éditorial et scientifique de la revue n'a donc pas changé et il pointe toujours vers une recherche plus symétrique et des échanges plus horizontaux, entre les vieux pôles « occidentaux » et les « suds » : favoriser l'expression dans les trois langues – portugais, anglais et français – qui servent depuis longtemps à analyser les espaces issus de l'histoire portugaise ; faciliter la comparaison des études de cas ; éviter la hiérarchisation *a priori* des savoirs ; inviter les jeunes chercheurs à prendre part aux débats ; proposer un lieu ouvert et partagé pour expérimenter d'autres modes de production des savoirs et modèles théoriques.

Promesses et vœux parfois difficiles à tenir. La confrontation de ces volontés égalitaires avec le champ social de la recherche nous rappelle souvent que les classements internationaux et la mise en concurrence des institutions sont toujours aussi efficaces en terme de recherche de légitimité et de reconnaissance. Les contextes socio-politiques tendus ou incandescents de certains pays de langue officielle portugaise n'offrent pas nécessairement toute latitude à leurs intellectuels et universitaires pour s'investir sereinement dans de telles entreprises. Le niveau d'investissement dans l'enseignement supérieur et la recherche rend de même les conditions de réalisation de l'égalité académique très problématiques. Et c'est donc avec chaleur et amitié que nous remercions les collègues qui ont choisi de poursuivre l'aventure, et ceux qui ont rejoint *Lusotopie*, pour assumer le désir de tendre vers une horizontalité et une égalité plus fortes entre l'Amérique, l'Afrique, l'Asie et l'Europe, les quatre grandes régions du globe que la revue se propose de prendre pour objet.

Le choix de la thématique du premier numéro, comprendre les processus politiques et sociaux à l'origine de la destitution de Dilma Rousseff au Brésil, permet de prolonger les grandes lignes de questionnement sur le politique contemporain qui animent *Lusotopie* depuis sa fondation. En tant que procédure inscrite dans les pratiques d'un jeune régime démocratique tel que le Brésil, la destitution révèle des frontières poreuses entre la fin de la période autoritaire et les évolutions récentes qui se jouent dans un paysage national, régional et international instables, économiquement et socialement en reconfiguration. Son analyse permet de repenser les notions de crises politique et démocratique dans la temporalité de la restructuration des systèmes parlementaires et socio-économiques sensibles au retour d'un passé politique encore présent. Mais *Lusotopie* ne peut cependant pas manquer l'occasion de revenir sur la destitution comme pratique politique, sans exprimer une « inquiétude commune » face à la situation du Brésil de 2018, comme l'écrivent Camille Goirand et Marie-Hélène Sa Vilas Boas dans leur introduction. Interroger les logiques et les raisons de l'enclenchement de la destitution révèle les dynamiques, et plus précisément la fragilité, du fonctionnement du système politique brésilien.

Irène dos Santos

URMIS, UMR 8245, Université Paris-Diderot-CNRS

Cyril Isnart

IDEMEC, UMR 7307, Aix Marseille Université-CNRS

Victor Pereira

Université de Pau et des Pays de l'Adour

Marie-Hélène Sa Vilas Boas

Université Côte d'Azur